

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 NOVEMBRE 2020

Délibération n° 2020-188- DC

Date d'affichage : Le 16 novembre 2020	Le douze novembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le cinq novembre deux mille vingt.
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 57 Excusé(s) : 13 Dont représenté(s) : 8 Absent(s) : 11 Nombre de votants : 65 -----	Présents : (57) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME. Dont suppléé(s) remplacé(s) : Alain BOURDIN par Laurent FERTE, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER
Secrétaires de séance : <i>Grégory PIERRE et Guy BERTIN</i>	Excusés : (13) Frédéric MORTIER, Christian RUALT, Sophie TUBIANA, Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Nathalie SECOUÉ Dont excusés ayant donné pouvoir : (8) Sophie TUBIANA à Loïc BIDAULT, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN à Rodolphe MIRANDE, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Teddy LOCHARD à Isabelle DEVAUX, Nathalie SECOUÉ à Michel DELPHIN. Absents : (11) Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Emmanuel BRAULT, Gaëlle FAURE, Benoît LAMY, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME

REPRÉSENTATION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION AU SEIN DE L'ASSOCIATION COORDINATION AUTONOMIE

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est amenée à désigner un représentant titulaire appelé à siéger au sein de l'association Coordination Autonomie.

L'association Coordination Autonomie a pour objectif de coordonner des actions et des intervenants autour de la personne âgée et /ou de la personne en situation complexe afin d'assurer une prise en charge globale et de qualité.

L'association Coordination Autonomie s'inscrit également dans une politique générale de santé publique : observation, analyse des déterminants physiques, psychosociaux et socioculturels de la santé, de la population en vue d'améliorer la santé, activité visant à promouvoir, à protéger, à améliorer, à rétablir la santé de personnes, actions de formation des professionnels et accueils de stagiaires.

L'association Coordination Autonomie développe et s'engage à formaliser d'autres partenariats de coordination ou dispositifs (réseau de soins palliatifs, autres clics, plateforme de répit...).

Aussi,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ; L1524-5 et R1524-3 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué en Anjou, les Ulmes, Denezé sous Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral SP n°2020-02 du 10 janvier 2020 portant actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire constituée par l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL 2026-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu le procès-verbal d'élection du Conseil communautaire du 16 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°2020-066 DC du 30 juillet 2020, par laquelle le Conseil Communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder à l'élection à bulletins secrets, s'agissant des représentations dans les organismes, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la possibilité de dérogation à l'élection au scrutin secret des délégués au sein des syndicats intercommunaux et syndicats mixtes fermés donnée par la loi n°2020-760 du 20 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 ;

Considérant que conformément, aux statuts de l'association Coordination Autonomie, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire dispose d'un représentant titulaire ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- DECIDE que la Communauté d'Agglomération sera représentée au sein de l'association Coordination Autonomie par Madame Sophie METAYER comme titulaire.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 65 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

18 NOV. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4ème trimestre 2020

Pour Extraît Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	5 Institution et vie politique	5.3 Désignation de représentants – 5.3.6 Autres
-------------------	--------------------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »